

Depuis 2017, HRO a pour mission d'observer, documenter et dénoncer les violences d'État quotidiennes perpétrées à l'encontre des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique*. Les entraves aux observations étant nombreuses, ces chiffres sont à prendre comme un extrême minima.

Chiffres concernant les expulsions des lieux de vie informels :



Au moins, **12 opérations de police** pour **49 expulsions** de **7 lieux de vie informels**



Au moins **108 tentes et bâches saisies**



Au moins **720 personnes** ont été **expulsées** de leurs lieux de vie



Au moins **29 personnes exilées arrêtées** lors des expulsions



Au moins **33 mineur.es non accompagné.es** rencontré.es**

Les faits de violences systémiques subies par les personnes exilées enregistrés par HRO :

- Le **9 juillet**, un agent de la Police Nationale positionné à l'entrée d'un lieu de vie informel **jongle avec une gazeuse**. Ce même jour, 2 agents de la Police Nationale ont forcé les personnes exilées à quitter un lieu de vie informel, se retrouvant alors sur le trottoir avec les tentes. Une personne exilée a souhaité retourner sur le terrain afin de se rendre aux toilettes. **La police a refusé de le laisser passer**. À la fin de l'opération, des intimidations verbales ont été prononcées lorsque les personnes se réinstallaient, telles que : **"Attention tu es suivi, ne te retourne pas"**.
- Le **13 juillet**, HRO a recueilli un témoignage d'une personne exilée. Elle nous a rapporté que **la police a lacéré un bateau alors que 65 personnes, dont 6 enfants, se trouvaient à bord**, souhaitant traverser la Manche. Les personnes exilées ont ensuite ramené le bateau sur la plage, et tenté de rejoindre la route. À ce moment là, **la police a procédé à une arrestation et utilisé du gaz lacrymogène** dans l'objectif d'éloigner les personnes exilées de la plage.
- Le **29 juillet**, la Police Aux Frontières (PAF) a **arrêté 3 personnes exilées et séparé une famille**. Une des 3 personnes arrêtées était un homme se dirigeant sur le lieu de vie pour venir chercher son fils.



* Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

** Nombre de MNA auto-déclaré.e.s rencontré.e.s par l'association ECPAT (non mandatée par le département) au mois de juillet 2024 alors qu'i.elles étaient en situation de rue. Ce nombre est une sous-représentation du nombre d'enfants en situation de rue car les actions d'aller- vers ne sont pas menées quotidiennement sur tous les lieux de vie par ces acteurs; certains enfants ne communiquent pas avec les associatifs; d'autres accèdent directement à la mise à l'abri via l'association mandatée par le département et ne sont donc pas intégrés à ce chiffre. Un constat demeure: les opérations de démantèlement répétées sont sources de fragilisation accrue voire de disparition de ces enfants, et donc de risques majorés de traite et d'exploitation.

Le 2 juillet, fermeture du squat Frédéric Sauvage à Calais

Le 2 juillet, le squat a été **clôturé par la Police Municipale, la Brigade Anti-Criminalité et les services techniques de la mairie**. Celui-ci avait été précédemment **saccagé et tagué d'inscriptions racistes** au lendemain du score historique du Rassemblement National aux élections européennes.

L'opération consistait à **clôturer l'accès au lieu**, dans lequel personne ne se trouvait à ce moment là, **en vissant des planches sur les portes et fenêtres de la maison, en fermant le portillon de l'intérieur avec des planches** et en **installant des grilles devant la barrière donnant sur la rue**. Le matériel des associations et militant.es a été enfermé à l'intérieur, sans qu'ils puissent le récupérer.

HRO et d'autres associations et militant.es présent.es ont été repoussé.es par les forces de l'ordre à plusieurs mètres de l'opération, tandis que les riverain.es pouvaient circuler librement à l'intérieur de ce "périmètre". **Des violences verbales et physiques de la part de la police et des autorités présentes** ont eu lieu, notamment envers une militante qui s'est faite pousser et insulter.



Recrudescence des violences policières à la gare de Calais-ville :

Au moins de juillet, les forces de l'ordre sont intervenues plusieurs fois pour procéder à des contrôles et des arrestations, parfois violentes, de personnes exilées descendant ou montant dans des trains. HRO a documenté certains de ces événements :

- Le **5 juillet**, des agents de la Police Nationale et de la PAF se sont rendus à la Gare de Calais Ville. Ils ont procédé à des contrôles d'identité, à des fouilles des sacs, des palpations, et ont arrêté 3 personnes.
- Le **10 juillet**, la Police Nationale et la PAF ont contrôlé l'identité des personnes dans 2 trains différents, à la Gare de Calais Ville. Ils ont mis de côté 6 personnes, toutes racialisées, et arrêté 3 d'entre elles.
- Le **31 juillet**, 4 van de la PAF et une voiture banalisée se sont arrêtés à la gare routière pour **contrôler toutes les personnes exilées, sans contrôler les personnes aux alentours**. Les forces de l'ordre ont arrêté 8 personnes, uniquement des hommes, car l'association Utopia 56 a demandé à rester avec les femmes et les enfants.



En juillet, 8 personnes sont décédées à la frontière franco-britannique, loin de leurs proches et de leur pays d'origine, et plusieurs personnes sont portées disparues. La politique de répression et de non-accueil, par la construction de conditions de vie indignes sur le littoral, le harcèlement policier quotidien et la répression sur les plages pour empêcher les traversées, tue encore et encore. Les mort.es à la frontière sont instrumentalisés pour justifier ces politiques, qui n'ont pour seul résultat que de mettre les personnes encore plus en danger.



Les faits d'entraves, d'intimidations et/ou de violences subies et enregistrées par HRO :

Au mois de juillet, les forces de l'ordre ont maintenu les observateur.ices à distance de beaucoup d'opérations de police. Ces "périmètres" ont entravé le travail de documentation, d'où le faible nombre d'exemples qualitatifs sur le déroulé des opérations d'expulsions.

- Les **1, 15 et 26 juillet**, alors que les membres de l'équipe HRO documentaient une opération d'expulsions de lieux de vie informels, iels ont été suivi.es en voiture et à pied par la Police Nationale et la Brigade Anti-Criminalité.
- Le **17, 20 et 26 juillet**, les observateur.ices ont été filmé.es par les forces de l'ordre sans être prévenu.es.



- Le **12 juillet**, un agent de la Police Nationale se rapproche abusivement d'un observateur de HRO pour s'adresser à celui-ci, tout en le regardant de haut.
- Le **17 juillet**, un des policiers maintenant les observateur.ices à un "périmètre" attrape un des membres HRO et le pousse sur 2 mètres malgré ses protestations.
- Le **20 juillet**, un membre de HRO a été poussé par un agent de la Police Nationale, qui lui a attrapé le bras et poussé l'épaule pour le forcer à avancer. La Police Nationale n'avait pas, à ce moment-là, allumé sa camera-piéton.